

REPUBLIQUE FRANCAISE
ministère de l'**agriculture** et de la **pêche**

Direction de l'**Espace Rural** et de la **Forêt**

Circulairereconstitution4.doc

Sous-direction de la Forêt Bureau de la production forestière 19, avenue du Maine 75732 PARIS CEDEX 15 ☎ ➔ 01.49.55.51.27 Télécopie ➔ 01.49.55.41.97	Circulaire DERF/SDF/C2000-3022 Date : 31 août 2000 Classement :
---	--

circulaire

Objet : Aide exceptionnelle aux travaux de nettoyage et de reconstitution des parcelles sinistrées par les tempêtes.

Date de mise en application : immédiate

Dans le cadre du Plan national pour la forêt française annoncé par le Premier ministre le 12 janvier 2000, une aide exceptionnelle aux travaux de nettoyage et de reconstitution des parcelles sinistrées par les tempêtes de décembre 1999 est mise en place. Les conditions et modalités de mise en œuvre de cette aide exceptionnelle durant une période de dix ans sont précisées ci-après.

S'agissant de projets cofinancés par le F.E.O.G.A.-G., dans le cadre du plan de développement rural national, il convient de veiller au respect des principes et règles définis par le chapitre 9.3.8. de ce plan et précisées par la présente circulaire. A défaut la France s'exposerait aux conséquences d'une procédure de refus d'apurement communautaire.

La présente circulaire abroge la circulaire DERF/SDF/C 2000-3009 du 14 mars 2000 relative à l'aide exceptionnelle aux travaux d'urgence de nettoyage des parcelles sinistrées par les tempêtes.

PLAN DE DIFFUSION

Pour exécution : <ul style="list-style-type: none">- Préfets de région- Préfets de département,- Directeurs régionaux de l'agriculture et de la forêt- Directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt	Pour information : <ul style="list-style-type: none">- Ministère de l'intérieur (DGA)- Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement (D.N.P.)- Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (direction du budget)- Office national des forêts- Association nationale des C.R.P.F.- Fédération nationale des communes forestières- Directeurs des C.R.P.F.- F.N.S.P.F.S.- F.N.B.- C.N.I.E.F.E.B.- ASFFOR- Union des coopératives forestières françaises- Cemagref.- I.D.F.- A.F.O.C.E.L.- E.N.G.R.E.F.
--	---

1. Contexte

Les opérations de reconstitution des peuplements forestiers sont éligibles aux aides de l'Etat sous certaines conditions définies dans le cadre général de la circulaire DERF/SDF/C 2000-3021 du 18 août 2000 relative aux investissements forestiers de production. Les analyses, principes et objectifs exposés dans cette circulaire du 18 août 2000 restent d'actualité pour la reconstitution des peuplements sinistrés par les tempêtes de décembre 1999.

Toutefois, dans ce contexte exceptionnel, il est nécessaire et opportun de prévoir l'aménagement de certaines dispositions. Ces modalités spécifiques ou dérogatoires concernent notamment le taux de subvention, la non prise en compte du produit des ventes de bois, l'éligibilité du renouvellement "à l'identique" par régénération naturelle ou artificielle des peuplements, la possibilité de dissocier les opérations de nettoyage de l'opération de reconstitution proprement dite, ainsi que le seuil d'éligibilité relatif à la surface du projet.

Ces modalités spécifiques ou dérogatoires aux critères d'éligibilité du dispositif général d'aides aux investissements forestiers sont définies ci-après. En annexe de cette circulaire, un certain nombre de principes et recommandations sont rappelées à partir de "l'expertise collective sur les tempêtes, la sensibilité des forêts et sur leur reconstitution" du groupe de travail animé conjointement par l'I.N.R.A. et le *Cemagref*, avec le concours de l'I.D.F., de l'O.N.F. et du G.I.P. ECO.FOR., et des discussions du groupe de travail national sur les conséquences à tirer des chablis de décembre 1999 qui a permis de valider et de compléter les analyses et recommandations des experts.

2. Objectif

L'aide exceptionnelle de l'Etat et de l'Union européenne (au travers du plan de développement rural national) est destinée à soutenir les opérations de nettoyage et de reconstitution des parcelles sinistrées par la tempête, dans le cadre du plan national annoncé pour dix ans par le Premier ministre, le 12 janvier 2000.

3. Bénéficiaires

Les bénéficiaires sont les propriétaires des immeubles sur lesquels sont exécutées les opérations justifiant l'aide de l'Etat, ainsi que les personnes morales de droit public et les associations syndicales libres ou autorisées ne détenant pas de droit de propriété sur les immeubles en cause, lorsqu'elles réalisent les opérations justifiant l'aide de l'Etat. En cas d'emphytéose ou d'usufruit, le § 2.2.2 de la circulaire générale précitée s'applique.

Ces aides peuvent être attribuées à l'Office national des forêts pour des travaux réalisés en forêts domaniales. Les modalités pratiques de mise en œuvre des aides à la reconstitution en forêt domaniale feront l'objet d'une convention entre le ministère de l'agriculture et de la pêche et l'Office national des forêts, les crédits étant engagés et versés au niveau national. Néanmoins, dans les régions où la réhabilitation des zones d'accueil du public dans les forêts domaniales sinistrées a fait l'objet d'une inscription dans l'avenant au contrat de plan Etat-Région (avec ou sans cofinancement de la Région), le nettoyage des surfaces participant significativement à la sécurité de l'accès du public en forêt, et à la qualité de son séjour est éligible sur les enveloppes régionales.

3.1.1.1.Obligations particulières

Collectivités et personnes morales : Les collectivités et personnes morales visées à l'article L 111-1 (2°) du code forestier ne peuvent bénéficier d'une aide que si leurs bois et forêts relevant du régime forestier sont dotés d'un document de gestion satisfaisant aux exigences du code forestier. Aucune aide ne peut être attribuée pour une unité de gestion susceptible d'aménagement et d'exploitation régulière qui ne serait pas soumise au régime forestier

Autres propriétaires : L'aide ne peut être accordée à un propriétaire autre qu'une collectivité et personne morale visée à l'article L 111-1 (2°) du code forestier, pour une forêt devant être dotée d'un plan simple de gestion (P.S.G.), que si un tel plan agréé par le centre régional de la propriété forestière est en vigueur. En règle générale, aucune aide ne peut donc être attribuée à une propriété placée sous régime spécial d'autorisation administrative.

N.B : afin de ne pas bloquer des travaux urgents, l'absence du plan simple de gestion ou du plan d'aménagement ne sera pas un motif de refus d'attribution d'aide lorsque la forêt est momentanément dépourvue de document de gestion, celui-ci étant effectivement en cours de renouvellement. Dans le cas des propriétés concernées depuis plus de trois ans par l'obligation de faire agréer un plan simple de gestion, mais ne l'ayant pas encore déposé, l'engagement écrit du propriétaire de faire agréer un P.S.G. dans un délai maximal de trois ans peut conduire à instruire un dossier de demande d'aide, le remboursement des aides versées devant alors être prévu dans la convention liant l'Etat et le demandeur, en cas de non-respect de cette condition.

3.1.1.2.Regroupement de propriétaires

L'organisation d'opérations groupées associant plusieurs propriétaires doit être favorisée, de façon à prendre en compte le morcellement de la propriété forestière tout en permettant une meilleure gestion ultérieure des peuplements ainsi reconstitués. Le recours à de telles opérations groupées peut également faciliter l'instruction et la gestion administrative par la D.D.A.F. des très nombreux dossiers qui seront nécessaires pour mener à bien le programme de reconstitution annoncé par le Premier ministre.

a) dossier collectif : cette possibilité de regroupement, réservée aux structures autorisées par le ministère chargé du budget (en dérogation au décret-loi du 2 mai 1938) à présenter une demande groupée de subventions à l'investissement forestier, concerne toutes les coopératives et les organismes de gestion et d'exploitation en commun (O.G.E.C.) reconnus comme tels par décision du préfet de région du siège de l'organisme. La demande d'aide collective, qui précise la liste des bénéficiaires et le montant individuel des aides sollicitées, est dans ce cas établie et présentée par cette structure de regroupement qui précise par écrit les engagements qu'elle prend vis-à-vis de chacun des propriétaires et de l'administration. Les demandes de réceptions de travaux et de paiements sont groupées. Les subventions allouées sont versées directement à cette structure qui reverse ensuite à chaque propriétaire les sommes correspondantes.

b) dossier concerté : la demande d'aide est présentée par plusieurs propriétaires qui se sont préalablement concertés pour réaliser en même temps une opération. L'aide peut faire l'objet d'une décision d'attribution collective sous la forme d'un arrêté collectif qui précise le montant de la subvention attribué à chacun des bénéficiaires.

4. Opérations éligibles

Les opérations éligibles sont :

- le nettoyage des parcelles, qui peut être dissocié, dans certaines conditions (Cf. § 7.2) de la reconstitution proprement dite ;
- la reconstitution des peuplements par régénération naturelle ou reboisement, avec ou sans substitution d'essence, et incluant le cas échéant des opérations de nettoyage ;
- la refonte des PSG lorsque une partie significative des peuplements est gravement endommagée, le dernier alinéa du § 8.1.1. de la circulaire D.E.R.F./S.D.F./C.2000-3021 du 18 août 2000 n'étant alors pas applicable. Le taux de subvention servant de base au calcul du forfait pour le barème est alors porté à 80 %

5. Conditions d'attribution prioritaires

Les aides au nettoyage et à la reconstitution sont attribuées prioritairement aux projets s'inscrivant dans le cadre :

- d'une propriété présentant les garanties de bonne gestion définies par le code forestier, c.a.d. actuellement un plan d'aménagement approuvé, un P.S.G. agréé, ou l'adhésion à une coopérative ;
- d'un projet regroupant plusieurs propriétaires.

6. Travaux éligibles

Les travaux éligibles sont les suivants :

- le diagnostic préalable nécessaire à l'établissement d'un projet valorisant au mieux les stations et les potentialités des peuplements partiellement détruits, et tirant les enseignements des dommages causés par les tempêtes de 1999, lorsque ce diagnostic est réalisé par un expert forestier ou un homme de l'art agréé,
- les travaux de nettoyage et de préparation du terrain,
- la fourniture et la mise en place des plants et semences,
- les premiers dégagements,
- les cloisonnements,
- les travaux de valorisation de la régénération naturelle,
- les plantations de complément à la régénération naturelle,
- les travaux annexes de protection contre le gibier, dans la limite des plafonds fixés au niveau régional,
- la réfection ou la remise aux normes des voies de desserte des parcelles à reconstituer, ainsi que leurs annexes indispensables (fossés, ouvrage d'art),
- les opérations nécessaires au regroupement des dossiers de petits propriétaires pour permettre la présentation d'une demande groupée (Cf. § 3.1.1.2.), et à la gestion coordonnée des travaux durant la phase d'investissement,
- la maîtrise d'œuvre des travaux et leur suivi par un expert forestier ou un homme de l'art agréé.

Nota : Il est également possible de financer une étude écologique ou paysagère préalable dans la limite de 5% du devis de l'opération de nettoyage et de reconstitution (ou de majorer le forfait au vu de cette étude préalable) notamment pour les grands chantiers. Mais dans le contexte particulier créé par les tempêtes de 1999, il convient de privilégier le recours à des études plus générales - financées sur le budget de l'Etat - dans les zones sensibles. C'est pourquoi des crédits d'étude ont été proposés par le gouvernement à la contractualisation dans le cadre des avenants aux contrats de plan Etat-Région.

7. Critères d'éligibilité

Les critères techniques d'éligibilité sont définis dans la circulaire générale relative aux aides de l'Etat aux investissements forestiers de production. Ils sont adaptés au niveau régional (cf. § 11).

Toutefois, pour le cas particulier des aides au nettoyage et à la reconstitution après tempête, le seuil de surface minimale du projet peut être abaissé à 1 ha. Par ailleurs les dérogations ou modifications suivantes sont arrêtées :

7.1. *Diagnostic préalable*

Une fiche diagnostic simple et synthétique (voir modèle en annexe II, susceptible d'être adapté régionalement) doit être jointe au dossier de demande de subvention. Cette fiche permet de faciliter le travail d'appréciation, par le service instructeur (D.D.A.F.), de l'opportunité du projet de reconstitution au regard des enjeux économiques, écologiques, et sociaux aux différentes échelles pertinentes (parcelle, propriété, massif, ...).

Ce diagnostic préalable, qui peut être confié à un expert forestier agréé ou à un homme de l'art rémunérés à cet effet, revêt un intérêt tout particulier dans le contexte de parcelles partiellement détruites, pour identifier les solutions techniquement et économiquement les plus pertinentes et les moins coûteuses pour le propriétaire et pour l'Etat, tout en préparant la reconstitution d'une forêt de valeur. C'est pourquoi, au-delà de la maîtrise d'œuvre du projet, il est ouvert la possibilité d'une identification spécifique de ce diagnostic et de son coût dans la détermination du forfait sur barème.

Dans le cas de peuplements que le propriétaire déclare vouloir gérer en structure irrégulière avec une intervention minimale, le financement de ce diagnostic pourra représenter l'essentiel de la contribution de l'Etat à la reconstitution des peuplements sinistrés, avec le financement d'opérations ponctuelles d'enrichissement et de valorisation des régénérations naturelles.

7.2. *Nettoyage*

Lorsqu'il est jugé opportun de dissocier l'opération de nettoyage de l'opération de reconstitution proprement dite, le bénéficiaire de cette aide exceptionnelle au nettoyage des parcelles sinistrées doit :

- s'engager à y réaliser, durant la période 2000-2010, dans la mesure où l'aide de l'Etat et du F.E.O.G.A.-G. est obtenue, les travaux nécessaires à la reconstitution naturelle (y compris par valorisation des accrus naturels) ou artificielle du peuplement,
- ou, à défaut,
- s'engager au moins à conserver l'affectation boisée des terrains pendant une période d'au moins quinze ans, et à valoriser les accrus naturels ;

La clause de remboursement en cas de non-respect de cet engagement doit figurer dans l'acte de décision attributive de la subvention. Les manquements à cet engagement ne pourront être retenus contre le bénéficiaire de l'aide lorsqu'ils résultent d'éléments qui ne sont pas de son fait.

L'aide au nettoyage concerne toutes les parcelles pour lesquelles une telle opération est nécessaire, sans exclure les parcelles où les bois ont pu ou peuvent être encore commercialisés.

7.3. Réinvestissement obligatoire et “ reconstitution à l'identique ”

Il ne sera pas tenu compte de la valeur des arbres endommagés par la tempête dans le calcul du réinvestissement obligatoire. Il ne sera pas non plus tenu compte de la valeur des arbres encore debout qui doivent être nécessairement exploités dans le cadre du projet de reconstitution. Néanmoins, il est fortement recommandé de conserver, chaque fois que possible, pour des raisons à la fois économiques (problèmes de marché et maintien du capital de production encore debout) et écologiques, le maximum des arbres encore sur pied. C'est pourquoi, au-delà même de la question de l'opportunité et des priorités de financement de tels projets, toute option conduisant à abattre, sans réelle justification technique (notamment phytosanitaire), des parties importantes de parcelles partiellement sinistrées, devra alors conduire à prendre en compte, dans le calcul du réinvestissement obligatoire, la valeur des bois alors abattus.

Le financement des reconstitutions de futaies productives (dites "reconstitutions à l'identique", même s'il est bien évidemment nécessaire de tirer localement tous les enseignements nécessaires du sinistre) par régénération naturelle ou artificielle est donc autorisé.

7.4. Régénération naturelle

Les travaux de valorisation de la régénération naturelle sont éligibles. Le § 5.1.6 de la circulaire générale, relatif aux garanties de bonne gestion, n'est pas applicable pour ce mode de reconstitution des parcelles sinistrées.

7.5. Diversification

Le taux de la surface pouvant être affectée à la diversification ou aux opérations annexes est porté de 20% à 30%, pour tenir compte de l'hétérogénéité des peuplements partiellement sinistrés dont certains îlots peuvent être ainsi conservés.

8. Expérimentations et dérogations

Il est rappelé que si les opérations éligibles doivent s'inscrire dans un cadre technique éprouvé, des dérogations sont toutefois envisageables pour des opérations expérimentales ou de pré-développement. Dans la mesure où des projets dérogeant aux dispositions actuelles sont suivis par un organisme de recherche (*Cemagref*, I.N.R.A., AFOCEL) ou de développement (I.D.F., C.R.P.F., Sections techniques de l'O.N.F.), ils peuvent être aidés, après avis favorable du D.R.A.F. et de l'organisme technique qui s'engage à suivre ces expérimentations.

Les caractéristiques de ces expérimentations sont systématiquement adressées, a priori ou a posteriori, au *Cemagref* de Nogent-sur-Vernisson (45) par le D.D.A.F. sous couvert du D.R.A.F. Cinq à dix ans après la clôture financière de l'opération, la D.D.A.F. et l'organisme technique qui s'est engagé à suivre ces projets adressent à la direction en charge de la politique forestière, à la D.R.A.F. et au *Cemagref* un rapport technique sur les résultats de chacune de ces expérimentations.

Des dérogations peuvent être également examinées au niveau régional pour des opérations à objectif principal de protection (eaux et sols) qui justifieraient une aide au nettoyage et à la reconstitution, dès lors que les modalités techniques de gestion de ces peuplements sont clairement établies et que ces projets entrent effectivement dans le cadre défini par le plan de développement rural national.

9. Modalités de financement

Ces opérations sont finançables sur le budget de l'agriculture, chapitre 61-45, article 40 (travaux éligibles au remboursement du F.E.O.G.A.-G.). Le montant par hectare des travaux éligibles est plafonné au niveau régional.

Le taux maximum de subvention par l'Etat (y compris le remboursement communautaire au titre du règlement de développement rural) est fixé au niveau régional. L'arrêté du 21 août 2000 (publié au Journal officiel du 27 août 2000), relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière de nettoyage et de reconstitution des peuplements forestiers sinistrés par des phénomènes naturels exceptionnels, dérogoire à l'arrêté du 17 juillet 2000 relatif aux subventions de l'Etat en matière d'investissement forestier, permet de soutenir ces opérations de nettoyage et de reconstitution ou d'investissement forestier au taux de 80 %, ce taux constituant un taux plafond global pour l'ensemble des financements publics et pouvant donc inclure un éventuel cofinancement des collectivités locales, notamment pour le nettoyage des parcelles sinistrées. En effet, si l'Etat s'est engagé à financer seul avec le concours du F.E.O.G.A.-G le programme de reconstitution, il a néanmoins invité les Régions, dans le cadre des avenants aux contrats de plan Etat-Région, à s'associer au cofinancement des opérations de nettoyage.

Il convient de recourir chaque fois que possible à une aide forfaitaire sur barème régional. Toutefois, afin de s'adapter à la grande diversité des cas de figure, parfois complexes, il est rappelé la possibilité de travailler sur devis (hors forfait) pour certains cas particuliers afin de ne pas multiplier hors de raison les barèmes établis au niveau régional.

Nota : Lorsque le nettoyage des parcelles a fait l'objet d'un dossier d'aide distinct (aide dans le cadre de la prévention sanitaire, aide au nettoyage), le montant de la subvention au nettoyage devra être déduit du montant total de l'aide à la reconstitution qui inclurait des travaux préparatoires de nettoyage.

10. Instruction des dossiers

10.1. Dépôt du dossier et instruction

Les demandes d'aide et de réception des travaux sont instruites par le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt du lieu de l'opération projetée, selon les modalités en vigueur pour les aides de l'Etat aux investissements forestiers.

10.2. Début des travaux

Pour l'année 2000, en raison des circonstances exceptionnelles (survenance d'un événement imprévisible) et de l'urgence de certains travaux de nettoyage, les travaux et prestations éligibles pourront avoir été commencés entre le 1^{er} janvier 2000 et la date où le dossier déposé aura été réputé complet par l'administration, ceci avant le 31 décembre 2000, dès lors que le propriétaire apporte la preuve du caractère sinistré des parcelles concernées et tout renseignement complémentaire exigé par l'administration et permettant de caractériser l'importance des dommages par parcelles.

10.3. Opportunité du projet

L'instruction du projet doit prendre en compte l'intérêt économique, technique et environnemental des opérations pour lesquelles une aide est demandée. Mais il convient également de porter une attention toute particulière à l'opportunité de la reconstitution de parcelles dont le reboisement pourrait porter atteinte à l'intérêt général. Dans les zones où le

reboisement n'est pas considéré comme opportun après analyse du dossier, notamment dans les zones agricoles concernées par la réglementation des boisements, il conviendra alors, dans le respect des législations en vigueur et en veillant à garantir le respect des droits et devoirs des propriétaires (notamment ceux qui ont souscrits des engagements au titre du régime Monichon), de rechercher, avec les partenaires concernés (associations, collectivités,...) qui défendent l'inopportunité du projet de reconstitution, un dispositif de contractualisation qui satisfasse le propriétaire.

Par ailleurs, dans les zones sinistrées caractérisées par un fort morcellement foncier, il convient d'encourager, préalablement à la reconstitution, toutes les initiatives favorisant la restructuration foncière. Dans ces zones, il est notamment opportun de négocier avec le C.R.P.F. les modalités pratiques (objectifs, méthodes et calendrier) du travail d'animation qui doit accompagner la reconstitution, permis par les personnels supplémentaires financés par des contrats à durée déterminée dans le cadre du Plan gouvernemental sur les chablis.

10.3.1. Biodiversité

- protection des zones d'un grand intérêt écologique :

La reconstitution de peuplements dans des milieux riches sur le plan écologique souvent en forte régression, tels que les zones humides, doit faire l'objet d'un examen tout particulier afin de s'assurer qu'aucun projet risquant de conduire à une dégradation de ces milieux à protéger ne soit encouragé par des aides publiques.

Tous les projets de reconstitution dans des sites ayant fait l'objet soit d'une proposition par la France comme site d'intérêt communautaire (pSIC), voire d'une désignation en zone spéciale de conservation (Z.S.C.) au titre de la directive " habitats ", soit d'une désignation en zone de protection spéciale (Z.P.S.) au titre de la directive "Oiseaux", doivent faire l'objet d'un examen particulier, afin de prendre en compte les documents d'objectifs et, si ceux-ci ne sont pas encore négociés, à tout le moins les recommandations techniques des fiches par habitat ou par espèce, élaborées sous l'égide du Muséum national d'histoire naturelle, à la demande conjointe du Ministère de l'agriculture et de la pêche et du Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

- maintien d'une partie du peuplement existant et de certains espaces ouverts, création de bouquets ou de rideaux d'essences diverses :

Certaines opérations d'amélioration (à but environnemental), annexes au reboisement, peuvent être incluses dans la surface à reboiser éligible. Elles peuvent concerner notamment le maintien de certains espaces ouverts, la plantation d'essences diverses (dont la liste sera établie au niveau régional) en bouquets ou rideaux, mais aussi la valorisation de peuplements existants tels que des haies et des ripisylves (notion de corridor) ou des bouquets d'arbres (rôle paysager ou îlot de vieillissement). Au total, le pourcentage maximal de la surface du projet affectée à cette diversification d'essences et à ces opérations annexes est fixé à 30%, sous réserve que ces espaces fassent l'objet d'une gestion appropriée ; leur entretien est alors inclus dans l'engagement sur 15 ans pris par le bénéficiaire de l'aide de l'Etat.

10.3.2. Equilibre sylvo-cynégétique

Dans les zones sinistrées, il est indispensable d'assurer la plus grande cohérence possible entre les opérations de reconstitution et la gestion des populations de cervidés soumis à plan de chasse. L'instruction des dossiers de demande d'aide à la reconstitution et des demandes de plan de chasse étant généralement assurée par le même service, cette cohérence devrait en être facilitée.

La mise en œuvre des dispositions de la circulaire de la direction de la nature et des paysages du 30 décembre 1997 permet d'éviter de rendre excessivement coûteuses pour

l'Etat et le propriétaire, voire techniquement impossibles, les opérations de reconstitution. Cette politique de maîtrise des populations de grands gibier devra faire l'objet d'une concertation entre l'administration, les partenaires forestiers et les partenaires cynégétiques, afin de définir concrètement et rapidement des règles générales applicables pour les prochaines années, en tenant compte de l'augmentation des effectifs résultant des tendances connues avant les tempêtes, de l'incapacité d'assumer le plan de chasse durant la saison 1999-2000, de la quasi-absence de mortalité constatée lors des tempêtes et de l'absence, à ce jour, d'informations vérifiées sur une éventuelle baisse de natalité.

11. Versement de la subvention

Le versement de la subvention est effectué, sur constatation par la D.D.A.F. de la réalisation effective des travaux, selon les modalités définies dans la circulaire générale pour les opérations de boisement-reboisement au § 3.2.4.1.

Nota : le cas échéant, le premier versement prévu à la fin des travaux préparatoires inclut le les travaux de nettoyage.

12. Conditions particulières définies au plan régional

Les préfets de région (Directions régionales de l'agriculture et de la forêt - Services régionaux de la forêt et du bois) arrêtent, après les consultations techniques et professionnelles nécessaires, les conditions financières (barèmes régionaux et taux de subvention) ainsi que les conditions techniques complémentaires qui devront dans tous les cas s'inscrire dans le cadre des règles ou principes énoncés dans la présente circulaire et ses annexes. **Ces conditions particulières peuvent être définies par région forestière ou groupe de régions forestières.**

Pour les reconstitutions (mais aussi pour les boisements et reboisements ordinaires) dans les zones identifiées comme particulièrement vulnérables au risque de chablis, il est recommandé d'élaborer des cadres techniques ou itinéraires techniques particuliers, pouvant déboucher sur des barèmes particuliers.

Je vous demande de veiller à une mise en œuvre rapide des dispositions de la présente circulaire et à une bonne information des propriétaires forestiers concernés. Vous voudrez bien m'informer dans les meilleurs délais des problèmes que vous pourriez rencontrer dans ce cadre.

Pour le Contrôleur financier
et par délégation

R. MICHEL

Le ministre de l'agriculture et de la pêche

JEAN GLAVANY

PRINCIPES TECHNIQUES

A – Principes tirés des expériences antérieures de chablis

- Il n'est généralement pas souhaitable, économiquement et écologiquement, de rechercher à tout prix des " beaux chantiers ", en dégagant l'intégralité des surfaces sinistrées ou en exploitant prématurément les bouquets d'arbres restés debout dans une parcelle majoritairement sinistrée.
- Le choix des techniques de nettoyage et de reconstitution doit préserver le capital productif des sols, et à ce titre veiller prendre en compte la nécessaire protection de l'humus et, plus généralement limiter les impacts négatifs sur le sol ; il convient également d'éviter la constitution de gros andains dont la décomposition se fait mal lorsque les bois ne touchent pas terre.
- L'accès aux zones localisées faisant l'objet d'investissements nouveaux est primordial, et le nettoyage doit au moins se traduire par un cloisonnement sylvicultural opérationnel. Il convient également de prendre en compte les conditions futures d'exploitation lors des opérations de reboisement, d'équipement et de cloisonnement.
- La reconstitution doit être l'occasion de réexaminer le choix des essences qui ne sont pas en station, de faire preuve d'une très grande vigilance sur la question des provenances, et de promouvoir l'emploi d'un matériel forestier amélioré dès lors que le projet de gestion est cohérent avec l'expression de la supériorité génétique de ce matériel végétal. Il convient notamment de résister à la tentation d'adapter le choix des essences et des provenances à la nature des disponibilités sur le marché ou à la recherche d'économies financières qui se paient lourdement à moyen et long terme ; ceci vaut également pour les qualités physiologiques des plants.
- Lorsque la station permet d'espérer une régénération naturelle intéressante ou de voir apparaître des accrues naturels de valeur, il est contre-productif de chercher à reconstituer trop vite le peuplement par reboisement, sauf dans le cas de bonnes stations pour lesquelles le propriétaire a fait le choix d'essences et de provenances hautement productives. La régénération artificielle rapide en plein peut aussi être recommandée dans le cas où l'essence présente sur la parcelle sinistrée n'était pas en station.
- Dans le cas où le propriétaire souhaite utiliser les processus naturels de régénération, il convient de se donner un délai de 2 à 5 ans pour porter un diagnostic sur le plus ou moins bon état de la régénération naturelle avant de décider d'un changement de stratégie et/ou de recourir à la plantation.
- Chaque fois que possible, il est préconisé un traitement particulier des lisières, au moins dans les zones et orientations les plus sensibles au vent, en recherchant soit des lisières profilées, soit des lisières rendues semi-perméables grâce à la présence de feuillus.
- De façon générale, on s'efforcera d'identifier les problèmes phytosanitaires éventuels du peuplement détruit : difficultés de prospection racinaire, importance éventuelle des pourritures de cœur (fomes,...), abondance éventuelle de chancres corticaux (hêtre notamment), et d'en tenir compte dans le choix des essences et les techniques mises en œuvre. Deux problèmes méritent une attention particulière :

- le fomes sur résineux. Selon la situation du peuplement détruit par la tempête, on mettra en œuvre : i) un traitement des souches lors de l'exploitation du peuplement endommagé si un peuplement résineux succède à un peuplement résineux indemne (Circulaire DERF/DSF/C99-3002 du 06/04/1999), ii) un changement d'essence (feuillus principalement) dans les cas de peuplements fortement touchés, ou iii) une sylviculture dynamique, susceptible de limiter l'impact du fomes si le niveau d'infestation est modéré ;

- l'hylobe. Les reboisements de parcelles résineuses à l'aide d'essences résineuses n'échapperont pas aux risques habituels, très élevés, d'attaques de ce charançon. Si le reboisement est effectué moins de 2 ans (voire plus dans certains cas) après l'exploitation des chablis, il est impératif de recourir à une protection des plants : l'utilisation de plants traités en pépinière constitue la meilleure solution.

B - Rappel des autres recommandations techniques s'appliquant au contexte des chablis

• biodiversité

Il est recommandé :

- de privilégier les plantations à des densités se situant plutôt dans la moitié inférieure des fourchettes fixées dans la circulaire générale,
- de privilégier l'utilisation et le contrôle du recru naturel ligneux,
- de maintenir, le cas échéant, quelques arbres sénescents ou morts (debout ou couchés) tant qu'ils ne présentent pas un danger pour la sécurité des personnes fréquentant les chemins et sentiers,
- de ne pas regarnir systématiquement les plantations lorsque les accrus naturels laissent espérer un complément suffisant, en quantité et en qualité, de la plantation initiale, en gardant en mémoire le caractère anti-économique et écologiquement inintéressant des interventions sur de trop petites surfaces,
- de favoriser, dans la mesure du possible, l'installation ou le maintien d'essences d'accompagnement lors des travaux de dégagement (des recommandations, par type de peuplements et de régions forestières, peuvent être établies au niveau régional);

Ces recommandations sont à adapter au niveau régional en fonction notamment du mode de régénération.

• sols

Il est recommandé de prêter une attention particulière :

- à l'humus : l'utilisation de lames type Rome est fortement déconseillée et celle de râteau andaineur type Fléco à limiter ;
- aux sols pauvres sur un plan minéral : éviter les risques d'acidification liés à l'utilisation, sur sols déjà très appauvris, d'essences connues pour leurs exigences en éléments nutritifs, et envisager un apport calcomagnésien dans les situations critiques ;
- aux risques d'érosion et d'hydromorphie ;
- de tassement lors des travaux de nettoyage et de préparation des terrains : éviter l'utilisation d'engins exerçant une forte pression au sol pendant les périodes très humides ; recourir à des cloisonnements chaque fois que possible.

• eaux

Il est recommandé de ne pas replanter trop près des cours d'eau ou plans d'eau et de respecter une distance minimale d'au moins 5 mètres (cf. adaptations régionales) en tenant compte, le cas échéant, des réglementations en vigueur plus contraignantes; des

précautions doivent être prises lors des travaux de nettoyage, notamment pour ne pas encombrer les cours d'eau avec des rémanents de coupe.

- **utilisation de produits agropharmaceutiques**

Pour l'utilisation des produits agropharmaceutiques, il convient de se reporter aux recommandations contenues dans la circulaire DERF n° 93-3004 du 11/02/93.

- **paysage**

Dans les zones sensibles, il peut être recommandé de conserver des espaces ouverts qui peuvent jouer un rôle important dans la structuration du paysage. L'objectif paysager rejoint ainsi l'objectif écologique pour conduire à ne pas reboiser systématiquement certaines stations.

MODELE DE FICHE DIAGNOSTIC SYNTHETIQUE

Proposé par l'IDF et le Cemagref

(Une fiche sera remplie par unité de gestion concernée : parcelle ou types de peuplement si plusieurs types coexistent sur une même parcelle).

1. Rubriques "classiques", utiles dans tout projet de régénération d'une parcelle, correspondant en fait à l'état de la parcelle "avant tempête"

1.1 Surface concernée par le projet : ha.

1.2 Peuplements avant tempête :

- Régime : futaie ☐ mélange futaie-taillis ☐ taillis ☐
 - Structure : régulière ☐ irrégulière ☐
 - Mélange dans l'étage dominant : une seule essence > 80 % du nombre de tiges ☐
mélange avec une essence principale > 50 % ☐ mélangé ☐
 - Essences majoritaires :
 - Caractéristiques (approximatives) hauteur des plus grands arbres : m
 diamètre dominant : cm âge (si régulier) : ans
- Origine, histoire du peuplement (plantation, peuplement naturel)... :

1.3 Les principales essences forestières présentes avant la tempête vous paraissaient-elles bien adaptées ?

oui ☐

non ☐

Essences *a priori* bien adaptées :

1.4 Accessibilité des parcelles concernées : un tracteur agricole équipé "forêt" peut-il accéder facilement à la parcelle ?

oui ☐

non ☐

1.5 Possibilités de mécanisation normale (pente, obstacles au passage du tracteur, géométrie de la parcelle, présence d'un sous étage, de zones très humides...) : un tracteur agricole équipé "forêt" pouvait-il se déplacer normalement sur la parcelle ?

oui ☐

non ☐

1.6 Sensibilité du sol au tassement : constatez vous habituellement, hors exploitation "tempête", l'apparition de joncs sur les zones de débardage, par exemple ?

oui ☐

non ☐

1.7 Remontée possible du plan d'eau : y a-t-il apparition de grandes zones envahies par des graminées hygrophiles après une forte mise en lumière ou le sol est-il engorgé en fin d'hiver ?

oui ☐

non ☐

1.8 Etat du réseau d'assainissement, le cas échéant : observe-t-on des obstructions ou débordements des fossés ?

oui ☐

non ☐

1.9 Risques d'érosion, glissement de terrain, avalanches, chutes de bloc :

faibles ☐

forts ☐

très forts ☐

- 1.10 Cerfs et chevreuils (éventuellement lapin ou sanglier) :
- peu abondants (protection inutile) ☐
 - moyennement abondants (protection nécessaire pour certaines espèces sensibles) ☐
 - très abondants (protection nécessaire pour toutes les espèces introduites) ☐
 - ne sais pas ☐

Commentaires :

- 1.11 Contraintes réglementaires ou sociales connues (réglementation des boisements, fréquentation du public, proximité d'habitations...) :

- 1.12 Importance de l'aspect paysager (visibilité forte de la parcelle depuis l'extérieur, depuis l'intérieur du massif, parcelle située à proximité d'habitations ou dans un couloir visuel externe...) :
- faibles ☐ forts ☐ très forte ☐

- 1.13 Présence de milieux ou d'espèces remarquables décrits ou attestés dans ou par des inventaires ou des mesures de protection :

- 1.14 Autres remarques particulières :

2. Rubriques “ après tempête ” : description des dégâts

- 2.1 Surface de la parcelle ou du peuplement touché qui va effectivement faire l'objet de travaux :
ha.

- 2.2 Présence d'arbres adultes sur pied capables de se reproduire (semenciers) en quantité non négligeable (> 20/ha) sur la surface sinistrée :

non ☐

oui ☐

en bouquets ☐ disséminés ☐

essences :

- 2.3 Possibilité de régénération naturelle, en essences présentant un intérêt économique certain (dans le contexte actuel), par référence aux peuplements et semis préexistants :

essence 1 :	bonne <input type="checkbox"/>	moyenne <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	nulle <input type="checkbox"/>
essence 2 :	bonne <input type="checkbox"/>	moyenne <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	nulle <input type="checkbox"/>
essence 3 :	bonne <input type="checkbox"/>	moyenne <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	nulle <input type="checkbox"/>
essence 4 :	bonne <input type="checkbox"/>	moyenne <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	nulle <input type="checkbox"/>

- 2.4 Reste-t-il encore une strate arbustive, même partielle (ancien sous étage, taillis) ?

oui ☐

non ☐

- 2.5 Y a-t-il un envahissement d'espèces herbacées ou ligneuses sans intérêt économique ?

oui ☐

non ☐

- 2.6 Caractéristiques des dégâts :

disséminés ☐

par trouées ☐

en plein ☐

majorité volis ☐

majorité chablis ☐

arbres alignés ☐

arbres enchevêtrés ☐

galettes peu nombreuses (< 50/ha) ☐

galettes nombreuses (> 50/ha) ☐

- 2.7 Risques d'incendie : faibles ☐ moyens ☐ élevés ☐ inconnus ☐
- 2.8 Risques sanitaires : faibles ☐ moyens ☐ élevés ☐ inconnus ☐
pouvez-vous préciser ?
- 2.9 Exploitation : non réalisée ☐ réalisée totalement ☐ réalisée partiellement ☐
- 2.10 Des cloisonnements d'exploitation ont-ils été réalisés et utilisés pour la sortie des bois ?
oui ☐ non ☐
à quel espacement ? m
- 2.11 Etat du terrain après l'exploitation : constatez vous l'apparition de nombreuses et profondes ornières ?
oui ☐ non ☐
- 2.12 Encombrement global du chantier (qu'il y ait eu ou non exploitation) :
Peut-on réaliser aisément des interventions manuelles dans la parcelle, en l'état actuel : plantation, dégagement, sélection, installation de protections gibier... ?
oui ☐ non ☐
La mécanisation classique (tracteur agricole adapté + gyrobroyeur) d'éventuels entretiens futurs est-elle possible ?
oui ☐ non ☐
- 2.13 Des travaux de nettoyage ont-ils déjà été réalisés ?
oui ☐
si oui : en faisant appel à une entreprise ☐, en charge sur l'exploitation des bois ☐
non ☐
- 2.14 Autres remarques particulières :

3 Souhaits particuliers du propriétaire, hors projet de nettoyage et reconstitution proprement dit

Date, qualité et signature